

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Ministère de la transition écologique
et de la cohésion des territoires**

Direction générale de l'aviation civile

**Décision n° 2022-05 du 21 septembre 2022
portant sanction en matière de quotas d'émission
de gaz à effet de serre (transport aérien)**

NOR : TREA2218887S

(Texte non paru au journal officiel)

Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté modifiée par le règlement (UE) n° 2017/2392 du 13/12/2017 ;

Vu le règlement (UE) n°109/2013 de la Commission du 29 janvier 2013 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1^{er} janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union aux pays de l'AELE membres de l'EEE ;

Vu le règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions n° 280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 229-10, L. 229-18, R. 229-37-8 et D. 229-37-10 ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

Vu l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ;

Vu le rapport de non-conformité daté du 30 septembre 2021 établi par la Caisse des dépôts et consignations, teneur du registre européen ;

Vu la lettre de mise en demeure du 7 février 2022 adressée à l'exploitant d'aéronef AIR SENEGAL ;

Considérant, en premier lieu, que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) appliqué aux industries a été étendu aux activités aériennes à partir du 1^{er} janvier 2012 ; que depuis lors, les exploitants d'aéronefs, sans préjudice de leur nationalité, sont tenus de restituer un nombre de quotas correspondant aux émissions de dioxyde de carbone (CO₂) générées par leurs vols

effectués à destination ou en provenance de l'Union européenne ; que toutefois le règlement n° 2017/2392 précité a limité le champ d'application du dispositif aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'espace économique européen du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2023 ;

Considérant, en second lieu, que l'exploitant d'aéronefs AIR SENEGAL, nonobstant la mise en demeure précitée, n'a pas rempli ses obligations vis à vis du dispositif EU ETS au titre de 2020 en ne procédant pas à la restitution d'un nombre de quotas équivalent à ses émissions de CO₂ ;

Considérant enfin que, pour la fixation du montant de l'amende encourue, l'article L. 229-10 du code de l'environnement qui a transposé en droit français les dispositions fixées par la directive 2003/87/CE susvisée, prévoit une amende d'un montant de 100 euros par quota non restitué réévaluée en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ; qu'en cas de déclaration manquante, l'autorité compétente peut effectuer un calcul d'office de celle-ci en utilisant les outils logiciels d'évaluation mis en œuvre à cet effet par Eurocontrol, conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2011 susvisé ; que les outils précités ont permis d'estimer la quantité de CO₂ émise par AIR SENEGAL, au titre de l'année 2020 à 706 tonnes ;

Considérant que le montant de l'amende par quota non restitué réévalué au titre de l'année 2020 s'établit à 106,36 euros,

Décide :

Article 1^{er}

Une amende administrative d'un montant de soixante-quinze mille quatre vingt dix euros (75 090 €), est infligée à la société AIR SENEGAL pour manquement à l'obligation de restitution de 706 quotas correspondant à ses émissions de CO₂ au titre de l'année 2020.

Article 2

Le directeur du transport aérien ainsi que le trésorier-payeur-général assignataire sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'exploitant AIR SENEGAL et publiée au bulletin officiel du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Fait le 21 septembre 2022

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du transport aérien

Marc BOREL